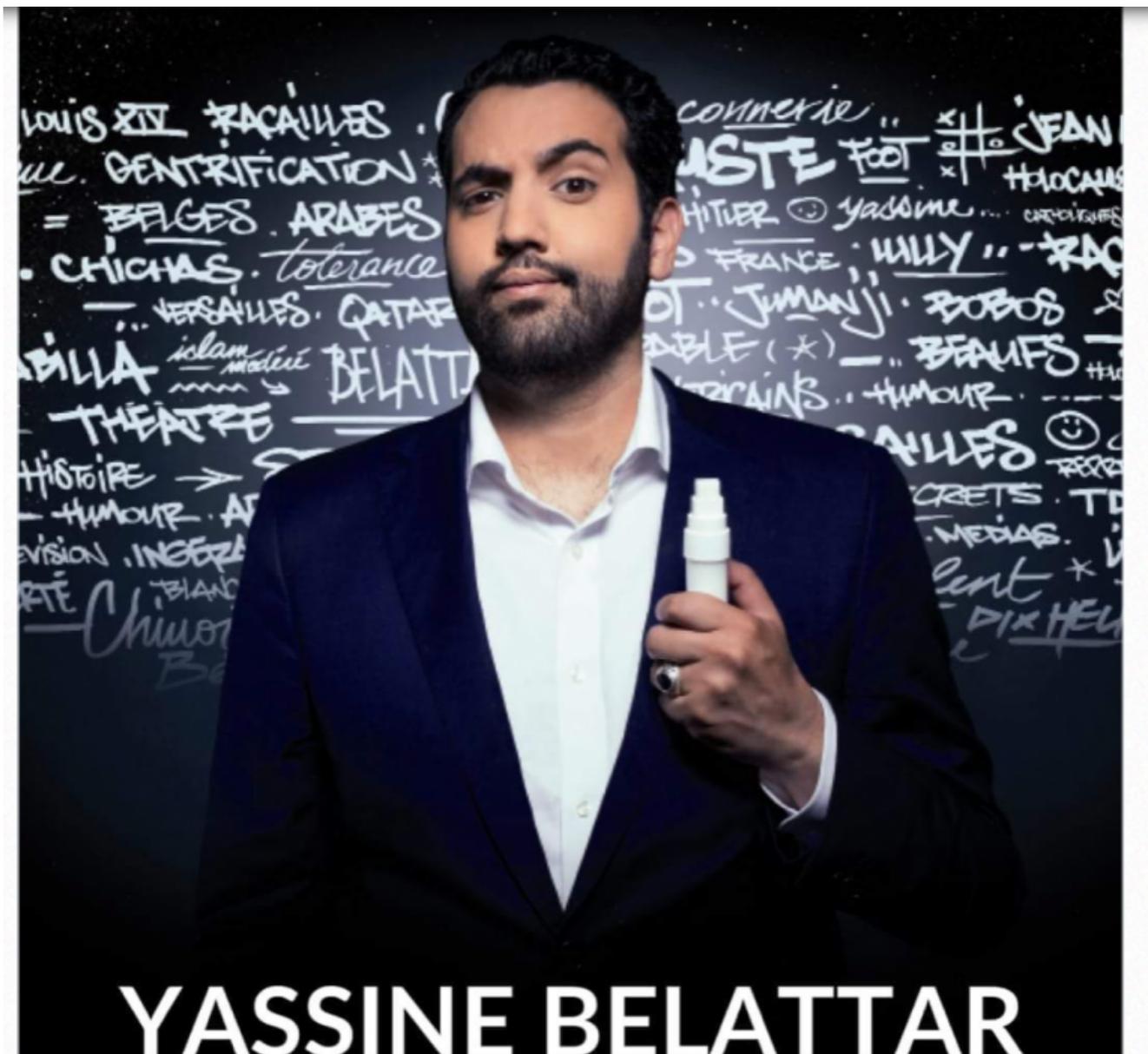


Macron, le seul chef d'Etat qui laisse Erdogan faire sa pub dans son pays, lui prête Belattar

écrit par Marcher sur des oeufs | 11 mai 2019



YASSINE BELATTAR



COJEP France
@COJEPFrance



[@BelattarYassine](#) sera présent au Parc Expo de Belfort lors du Festi'Anatolie, le 9 juin 2019 à 20h30...

Réservez vos places sans attendre...[#FestiAnatolie](#) est le rendez-vous des amoureux de la [#Turquie](#) sur [#Belfort](#), venez nombreux !!!

♡ 8 09:01 - 25 avr. 2019

Comment le parti d'Erdogan s'infiltré en France

Afin de ratisser de précieuses voix pour son référendum constitutionnel du 16 avril,

qui doit lui permettre d'élargir ses pouvoirs, le président turc a lancé l'offensive sur sa diaspora en Europe. **Contrairement aux autres pays Européens, la France ferme les yeux..**

A peine ouverts, les bureaux de vote installés en France pour le référendum constitutionnel turc du 16 avril ont déclenché des polémiques. Jusqu'au 9 avril, les Turcs de l'étranger votent, dans 57 pays, pour ou contre une réforme de la constitution qui élargirait les pouvoirs du président de la République, comme le réclame Recep Tayyip Erdogan. Alors que le résultat du scrutin s'annonce indécis, l'AKP, le parti au pouvoir, met tout en œuvre pour ratisser le plus grand nombre de voix parmi les Turcs de l'étranger, près de 5% de l'électorat national, et en particulier en France.

La religion au service d'Erdogan

A Lyon et à Strasbourg, où vivent de fortes communautés originaires de Turquie, les urnes ont été installées dans des bâtiments "religieux" dénoncent les partisans du "Non". **A Strasbourg, on vote sur le "campus islamique" créé par la Turquie, dans un local appartenant au DITIB (Union turco islamique des affaires religieuses)**. C'est la branche française de la *Diyanet*, la puissante administration religieuse placée sous le contrôle du Premier ministre turc.

Yaprak Zorlu, une Franco-Turque de Strasbourg, qui a voté Non au référendum, raconte :

"C'est la première fois qu'on vote là-bas, ils ont prétexté un manque de place au Consulat pour installer les urnes au Diyanet. Le contexte est pesant, on vote vraiment en terrain hostile, en plein ghetto pro-AKP (parti de la justice et du développement du président Erdogan)."

"On est cerné ! Il y a le Diyanet, en face le centre culturel turc Yunus Emre, plus loin la grande mosquée... Ce lieu religieux n'est pas neutre, cela pose un problème. C'est le signe qu'Erdogan essaye d'imposer sa réforme", poursuit la jeune femme. Pour la communauté alévie dont elle est issue, une minorité turque qui s'estime opprimée par la majorité sunnite, devoir voter dans un tel environnement est une provocation. **"Du coup, beaucoup de jeunes ne vont pas y aller",** déplore-t-elle.

La position conciliante de la France

La Diyanet et les associations liées à l'AKP ont affrété des bus pour amener les électeurs du grand Est jusqu'au bureau de vote. La France constitue un réservoir de voix non négligeable, puisqu'elle abrite la deuxième communauté turque de l'Union européenne (325.000) après l'Allemagne (1,4 million), et devant les Pays-Bas (250.000) et la Belgique (140.000). Dans toute l'Europe, le président Erdogan et ses ministres ont mené une campagne agressive qui s'est vite envenimée.

En mars, l'Allemagne, le Danemark et la Suisse ont annulé une série de meetings et de conférences. [Les Pays-Bas ont refoulé l'avion](#) du ministre des Affaires étrangères Mevlüt Cavusolgu et ont expulsé sa collègue en charge de la Famille, Fatma Betül Sayan Kaya... Tollé à Ankara. Les autorités turques ont dénoncé ["des pratiques fascistes et nazies"](#) de la part des pays européens. Le ministre éconduit a trouvé refuge à Metz.

La France a adopté une position plus conciliante à l'égard de cette violente campagne turque. Un Franco-Turc témoigne : *"Il y a des appels à la haine dans les mosquées. Je suis allé dans une mosquée de Metz et l'imam traitait de 'traîtres à la patrie' les adeptes de Fethullah Gülen [l'imam dont Erdogan a fait son ennemi juré, NDLR]. La France ne doit pas autoriser de tels prêches, cela augmente les tensions dans la communauté et risque d'importer les conflits."*

Les responsables de l'AKP ont pu sillonner l'hexagone sans restriction. Le député Emrullah Isler est parti à la rencontre de sa communauté à Terrasson en Dordogne pour ramasser quelques voix. Tout l'Ouest fait l'objet d'un quadrillage minutieux depuis l'ouverture de consulats turcs à Bordeaux et Nantes, en 2012.

Le cœur du système AKP en Europe

Au centre du réseau d'associations, de mosquées et d'organisations gouvernementales turques qui structurent la diaspora et sont impliquées dans la campagne pour le "Oui", se trouve l'UETD (Union des démocrates turcs européens). Cette entité a été créée par Erdogan à Cologne, en 2005, pour relayer l'action et l'idéologie de l'AKP auprès de la diaspora en Europe. Une plate-forme politique et logistique, directement supervisée par le député AKP Metin Külünk, un proche du président.

Le journaliste belge Mehmet Köksal souligne :

"C'est le cœur du système AKP en Europe. On mobilise toute l'infrastructure étatique à l'étranger pour la campagne des ministres. C'est une offensive qui a commencé en

2014 avec la présidentielle. Pour la première fois, les Turcs pouvaient voter à l'étranger. Aux législatives de 2015, ce vote a eu un impact et Erdogan a déclenché l'offensive."

L'UETD, qui compte de nombreuses succursales sur le continent, organise aussi les grands meetings d'Erdogan comme à Lyon en 2014, à Strasbourg en 2015, mais aussi les rassemblements contre la reconnaissance du génocide arménien à Paris.

Des imams pour ficher les opposants

La nébuleuse AKP en Europe s'appuie sur les mosquées qui maillent le territoire. *"Les Turcs sont très efficaces pour la construction de mosquées. Ils mobilisent les moyens financiers et les corps de métiers, ce qui réduit les coûts",* souligne Bernard Godard, ancien spécialiste des cultes au ministère de l'Intérieur. Il poursuit :

"Une fois édiflée, la mosquée est 'confiée' par la communauté à Ankara qui y dépêche un imam pour l'administrer."

La France accueille ainsi 151 imams détachés par l'Etat turc, soit plus que pour l'Algérie et le Maroc réunis, mais également plusieurs dizaines de professeurs de langue turque. Des fonctionnaires qui seraient également utilisés pour ficher les opposants. Le parquet fédéral allemand a ouvert une enquête, le 28 mars, contre plusieurs imams d'Ankara soupçonnés d'avoir espionné plus de 300 personnes de la communauté turque. La Suisse et la Suède ont lancé des procédures similaires.

Quid de la France ? Samim Akgönül, historien et politologue à l'université de Strasbourg l'affirme :

"La Turquie pratique l'entrisme depuis plusieurs années et la religion et l'éducation sont les deux portes d'entrée."

La DITIB gère environ 250 lieux de culte en France, dont plus de 60 en Alsace-Lorraine, selon les chiffres du ministère de l'Intérieur. Mais l'organisation islamiste Milli Görüs (vision nationale), dont Erdogan est issu, en chapeaute 70 autres. *"Autrefois, l'islam de l'Etat et celui des islamistes était de nature opposée. Aujourd'hui, il n'y a plus vraiment de différence. Tout le réseau religieux est mobilisé pour faire du renseignement",* estime Mehmet Köksal. Les prêches hostiles et les appels à la violence contre les opposants à Erdogan se généralisent.

Les mosquées en Europe servent de caisses de résonance aux conflits qui déchirent la Turquie.

Strasbourg, le laboratoire français

Si le centre européen de la mouvance islamiste turque se trouve historiquement à Cologne, Strasbourg est un laboratoire pour la France. Autour du consulat gravitent l'UETD, la DITIB et son réseau de mosquées, mais aussi un projet de "faculté islamique privée" et un lycée de formation des imams et prédicateurs, calqué sur le modèle turc.

Toutes ces institutions locales étaient mobilisées pour l'accueil de Recep Tayyip Erdogan au Zénith de la ville en 2015 et encore prêtes à l'accueillir le mois dernier. C'est aussi dans le Grand Est qu'a été créé la Cojep (Conseil pour la justice, l'égalité et la paix). Cette association de "grands frères" turcs est née dans les années 80 dans les quartiers populaires de Belfort, sous l'égide de Jean-Pierre Chevènement. Elle est devenue en vingt ans le bras armé politique d'Erdogan. Fondée par d'anciens islamistes du Milli Görüs et par des nationalistes "Loups gris", la Cojep a su jouer de son influence pour s'imposer dans le paysage politique local. Son but : mobiliser la diaspora turque et musulmane.

Un micro parti turc en France

Grâce à Mevlüt Cavusoglu, qui présidait à l'époque l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, la Cojep gagne en visibilité auprès des institutions européennes et grâce au clientélisme des partis, elle pratique l'entrisme dans les conseils municipaux. Un dirigeant d'association franco-turc observe :

"Les membres de Cojep ont d'abord infiltré le PS, les Verts mais aussi l'UMP... Avec la même matrice idéologique. Il y a peut-être une cinquantaine de conseillers municipaux ou régionaux d'origine turque, surtout dans l'Est. La majorité sont issus de leurs rangs."

"On les retrouve tous au sein du Parti Egalité Justice (PEJ)", poursuit-il.

Ainsi, l'ancien cadre Cojep, Saban Kiper, a été conseiller municipal PS auprès du maire de Strasbourg, Roland Ries, tout en propageant les discours ultranationalistes d'Ankara. Sa mise sur la touche, en 2014, a obligé la communauté turque à adopter une nouvelle stratégie : le lobby pro AKP tente désormais de s'organiser au sein d'un parti tourné vers les Turcs et les musulmans des quartiers populaires, le PEJ.

Comme son alter ego aux Pays-Bas, le Denk, qui a obtenu plusieurs députés au Parlement, c'est une réplique miniature du mouvement présidentiel turc : en France, ce micro parti veut s'imposer sur le terrain de la lutte contre l'islamophobie et prépare déjà ses candidats pour les élections législatives.

Laure Marchand

<https://www.nouvelobs.com/monde/20170407.OBS7705/comment-le-parti-d-erdogan-s-infiltre-en-france.html>

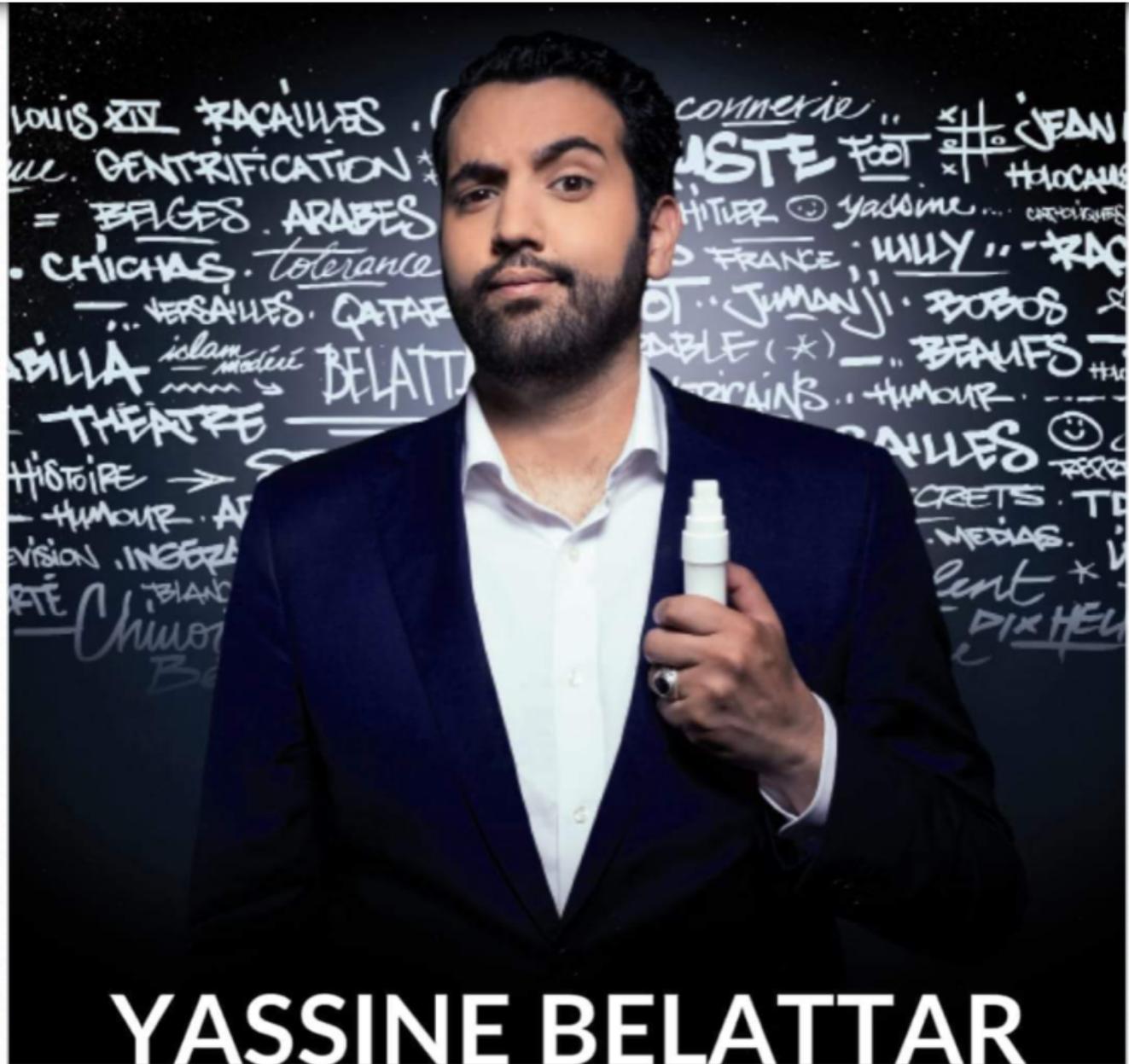
En France le parti de gouvernement compte 10 députés musulmans dans ses rangs, ; 17 au total à l'Assemblée, je ne sais combien au Sénat et dans d'autres structures politiques ou de sécurité ; dans les rangs de LREM on a des musulmans qui ont démontré leur violence ou leur irrespect pour les lois, malgré tout au lieu d'être écarté du pouvoir et mis en jugement comme n'importe quel autre citoyen, eux sont récompensés par des promotions. (A quand les mêmes égards pour les Identitaires accablés par la justice ?

Quand on voit tout ce qui est fait en France pour promouvoir l'islam et l'imposer à la France et aux Français au point de permettre à la Oumma de gagner en puissance et autorité sur notre sol au détriment des nationalistes qui n'ont pas droit au même traitement d'égalité et respect politique ???!!!!

Alors comment s'étonner que certains des musulmans soient les bouche/oreilles/et bras du gouvernement ? Peut-on parler de trahison ?

Par exemple Belattar...

Belfort (90) : Yassine Belattar sera au Festi'Anatolie de la Cojep, organe relais de la propagande du parti AKP d'Erdogan en France



YASSINE BELATTAR



COJEP France
@COJEPFrance



[@BelattarYassine](#) sera présent au Parc Expo de Belfort lors du Festi'Anatolie, le 9 juin 2019 à 20h30...

Réservez vos places sans attendre...[#FestiAnatolie](#) est le rendez-vous des amoureux de la [#Turquie](#) sur [#Belfort](#), venez nombreux !!!

♡ 8 09:01 - 25 avr. 2019

C'est aussi dans le Grand Est qu'a été créé la Cojep (Conseil

pour la justice, l'égalité et la paix). Cette association de « grands frères » turcs est née dans les années 80 dans les quartiers populaires de Belfort, sous l'égide de Jean-Pierre Chevènement. Elle est devenue en vingt ans le bras armé politique d'Erdogan. Fondée par d'anciens islamistes du Milli Görüs et par des nationalistes « Loups gris », la Cojep a su jouer de son influence pour s'imposer dans le paysage politique local. Son but : mobiliser la diaspora turque et musulmane.

Source : article de l'Obs ci-dessus.

<http://www.fdesouche.com/1204327-yassine-belattar-sera-present-au-parc-expo-de-belfort-lors-du-festianatolie-de-la-cojep-organe-relais-de-la-propagande-du-parti-akp-derdogan-en-france>

Ce musulman s'est finalement provisoirement retiré du poste que Macron lui avait offert ; il n'empêche que c'est pour mieux sauter comme le dit le titre de l'article.

Nous somme gouvernés par des traîtres depuis au moins Giscard d'Estaing.